

Tout ce que je puis répondre au député, c'est que les diverses mesures qui seront annoncées à 15 h 30 à la salle 130-S, ce qui n'est pas l'endroit habituel, ont été retenues après consultation avec les provinces et le secteur privé. Il y aura également consultation des localités frontalières et de l'Association des consommateurs.

Le chef du Nouveau Parti démocratique, entre autres, a dit qu'il y aurait des hausses de taxe. Aucune hausse des taxes fédérales ne sera annoncée, je tiens à le signaler à la Chambre.

**M. Bob Kilger (Stormont—Dundas):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances.

Comme la différence des prix de l'essence incite beaucoup de Canadiens à franchir la frontière, le ministre va-t-il au moins garantir aux Canadiens que le prochain budget ne comportera aucune augmentation de la taxe fédérale sur l'essence? Pourquoi le ministre se refuse-t-il à prendre des engagements?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, comme le député le sait, il n'y a pas que la taxe sur l'essence en cause dans le phénomène des achats outre-frontière.

Il s'agit d'une question complexe et, si le député le souhaite, je puis entreprendre des démarches auprès des gouvernements provinciaux qui, eux aussi, prélèvent une taxe sur l'essence.

\* \* \*

#### L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

**M. Vic Althouse (Mackenzie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Alors que le Canada exigeait en apparence le renforcement de l'article XI(2)C(i) du GATT, nous voulons. . .

**M. le Président:** S'il vous plaît. Le problème qu'éprouve la présidence est lié au fait que nous avons aujourd'hui une motion de l'opposition qui porte sur toute la question du GATT dont nous discutons à la Chambre. Le député semble devancer un débat qui doit avoir lieu aujourd'hui mais la présidence éprouve des difficultés relativement à la question. Le député voudra peut-être reformuler sa question, parce que celle-ci est de toute évidence irrecevable pour l'instant.

**M. Althouse:** Quels efforts a faits le ministre pour appliquer l'approche dite équilibrée du gouvernement relativement au renforcement et à la clarification de l'article XI? Ses efforts sont passés inaperçus. Quelle forme ont-ils pris? Qu'est-ce que le ministre fera afin

qu'il soit tenu compte de la position du gouvernement dans le rapport Dunkel?

**M. le Président:** Je crois que je dois m'en tenir à mon opinion originale. J'informe le député de Mackenzie que sa question est irrecevable. Celui-ci voudra peut-être réviser sa position et faire une nouvelle intervention mais, pour l'instant, je dois céder la parole au député suivant.

\* \* \*

#### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

**M. George S. Rideout (Moncton):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. L'État du Maine a déposé une mesure d'urgence devant son Sénat afin de bloquer une entreprise canadienne qui connaît beaucoup de succès, Irving Oil Limited, dans ses efforts en vue d'étendre son activité au marché américain. Voilà un autre exemple qui illustre comment le Canada n'a pas accès à des marchés dans le cadre de l'Accord de libre-échange qui a été mal négocié par les Conservateurs. Il ne s'agit pas d'un accord de libre-échange, il s'agit d'un accord à sens unique. Qu'est-ce que le ministre compte faire pour remédier à la situation?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, si le député m'avait informé de sa question, qui est de nature assez précise, j'aurais été heureux de lui répondre. Si celui-ci veut bien me fournir plus de renseignements, je lui fournirai une réponse plus tard.

**M. George S. Rideout (Moncton):** Monsieur le Président, le Sénat du Maine étudie une mesure législative dont on me dit que le bureau du ministre est au courant. Cette mesure vise expressément à empêcher Irving Oil d'étendre son activité au marché du Maine puis à celui des États-Unis. Il ne s'agit pas d'un incident fortuit ou isolé. Les Américains ont aussi essayé de contrôler l'industrie du homard. Nous sommes tous au courant du dossier des bardeaux, et voilà maintenant que les Américains envisagent une mesure d'urgence. Pourquoi le ministre n'admet-il pas aux Canadiens que son gouvernement a négligé de négocier l'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord de libre-échange?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre d'État (Commerce extérieur)):** Je crois avoir entendu mon collègue faire allusion à une mesure législative étudiée par le Sénat américain. Le député sait sûrement que les sénateurs ou les membres du Congrès des États-Unis présentent un grand nombre de projets de loi afin de faire valoir certains points. Pour eux, cette mesure équivaut à poser